

MUSÉE DES  
BEAUX-ARTS  
DE SHERBROOKE

**RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX**

# TABLE DES MATIÈRES

<b>A. INTERPRÉTATION</b>	<b>6</b>
1. DÉFINITIONS	6
<b>B. SIÈGE, ÉTABLISSEMENT ET SCEAU DE LA CORPORATION</b>	<b>7</b>
2. SIÈGE	7
3. ÉTABLISSEMENT	7
4. SCEAU DE LA CORPORATION	7
<b>C. LIVRE DE LA CORPORATION</b>	<b>7</b>
5. CONTENU DU LIVRE	7
<b>D. CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>	<b>8</b>
6. NOMBRE	8
7. QUALIFICATIONS	8
8. VACANCE	9
9. REMPLACEMENT	9
10. MISE EN CANDIDATURE, ÉLECTION ET DURÉE DU MANDAT	9
11. DÉMISSION	10
12. DESTITUTION	10
13. SIGNATURE DE L'ADMINISTRATEUR SORTANT	10
14. RÉMUNÉRATION	11
15. POUVOIRS GÉNÉRAUX	11
16. UTILISATION DE BIENS OU D'INFORMATION	11
17. CONFLIT D'INTÉRÊTS	11
18. CONTRATS AVEC LA CORPORATION	12
<b>E. ASSEMBLÉE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>	<b>12</b>
19. CONVOCATION	12
20. RENONCIATION À L'AVIS	13
21. LIEU	13
22. PARTICIPATION À L'AIDE DE MOYENS PERMETTANT DE COMMUNIQUER ORALEMENT	13
23. AJOURNEMENT	13
24. QUORUM	14
25. PRÉSIDENT ET SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE	14
26. PROCÉDURE	14
27. VOTE	14
28. RÉOLUTION SIGNÉE	14

29. PRÉSENCE À L'ASSEMBLÉE	15
30. ENREGISTREMENT DES DÉLIBÉRATIONS	15
<b>F. DIRIGEANTS</b>	<b>15</b>
31. GÉNÉRALITÉS	15
32. QUALIFICATION	15
33. ÉLECTION	15
34. DURÉE DU MANDAT	15
35. DÉMISSION ET DESTITUTION	16
36. VACANCE	16
37. RÉMUNÉRATION	16
38. POUVOIRS ET DEVOIRS DES DIRIGEANTS	16
39. PRÉSIDENT ET PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	16
40. VICE-PRÉSIDENT	16
41. SECRÉTAIRE	17
42. TRÉSORIER	17
43. DIRECTEUR GÉNÉRAL	17
<b>G. COMITÉ EXÉCUTIF</b>	<b>17</b>
44. NOMBRE	17
45. DESTITUTION	17
46. VACANCE	18
47. ASSEMBLÉES	18
48. PRÉSIDENT	18
49. QUORUM	18
50. PROCÉDURE	18
51. POUVOIRS	18
52. RÉMUNÉRATION	18
<b>H. AUTRES COMITÉS</b>	<b>19</b>
53. COMITÉS SPÉCIAUX	19
<b>I. INDEMNISATION ET EXONÉRATION</b>	<b>19</b>
54. INDEMNISATION ET REMBOURSEMENT DES FRAIS	19
55. INDEMNISATION	19
56. REMBOURSEMENT DES DÉPENSES	19
<b>J. MEMBRES</b>	<b>20</b>
57. CATÉGORIES	20
58. MEMBRES ACTIFS	20
59. MEMBRES CORPORATIFS	20
60. MEMBRES ASSOCIÉS	21

61. MEMBRES HONORAIRES	21
62. COTISATION	21
63. MEMBRE ACTIF EN RÈGLE	21
64. RETRAIT	22
65. SUSPENSION ET RADIATION	22

**K. ASSEMBLÉE DES MEMBRES** **22**

---

66. ASSEMBLÉE ANNUELLE	22
67. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE	23
68. CONVOCATION D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE À LA DEMANDE DES MEMBRES	23
69. AVIS DE CONVOCATION	23
70. RENONCIATION	24
71. OMISSION D'AVIS	24
72. AVIS INCOMPLET	24
73. QUORUM	24
74. AJOURNEMENT	25
75. PRÉSIDENT ET SECRÉTAIRE D'ASSEMBLÉE	25
76. PROCÉDURE	25
77. DROIT DE VOTE	26
78. DÉCISION À LA MAJORITÉ	26
79. VOIX PRÉPONDÉRANTE	26
80. VOTE À MAIN LEVÉE	26
81. VOTE AU SCRUTIN SECRET	26
82. SCRUTATEURS	26

**L. CERTIFICATS OU CARTES DE MEMBRES** **27**

---

83. CERTIFICATS DE MEMBRES	27
----------------------------	----

**M. EXERCICE FINANCIER ET ÉTATS FINANCIERS** **27**

---

84. EXERCICE FINANCIER	27
85. ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS	27

**N. AVIS** **27**

---

86. SIGNATURES DES AVIS	27
87. CALCUL DES DÉLAIS	28

**O. CONTRATS ET EFFETS DE COMMERCE** **28**

---

88. CONTRATS	28
89. EMPLOI DE LA DÉNOMINATION SOCIALE	28
90. CHÈQUES ET EFFETS DE COMMERCE	28
91. DÉPÔTS	28

**P. AUTRES DISPOSITIONS**

---

**29**

92. DÉCLARATIONS AU REGISTRE

29

93. EMPLOYÉS

29

94. SAISIES-ARRÊTS

29

95. CONFLIT AVEC L'ACTE CONSTITUTIF

29

96. MODIFICATIONS

29

# RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX

## A. INTERPRÉTATION

### 1. Définitions

Dans ce règlement et dans tout autre règlement de la corporation, à moins que le contexte ne s'y oppose :

- a) « corporation » désigne le Musée des beaux-arts de Sherbrooke, personne morale visée à la Partie III de la *Loi sur les compagnies* ;
- b) « Loi » désigne la *Loi sur les compagnies*, comme modifiée subséquemment, et toute loi pouvant y être substituée ; dans le cas d'une telle modification ou substitution, toute référence contenue aux règlements de la corporation sera interprétée comme une référence aux dispositions modifiées ou substituées de cette Loi ;
- c) « acte constitutif » désigne selon le cas, le mémoire des conventions, les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires, les règlements adoptés en vertu de la Loi ;
- d) « règlement » désigne tout règlement de la corporation en vigueur à l'époque pertinente ;
- e) « contrats, documents ou actes écrits » comprend les actes, nantissements, hypothèques, charges, transports, transferts et cessions de propriété, réels ou personnels, meubles ou immeubles, conventions, reçus et quittances pour le paiement en numéraire ou autres obligations ou autres valeurs mobilières et tout acte écrit ;
- f) les mots employés au singulier seulement comprennent le pluriel et vice-versa ; les mots employés au masculin comprennent le féminin et vice-versa ; les expressions désignant des personnes physiques désignent également des personnes morales, corporations, compagnies, sociétés, syndicats, fiducies et tout autre groupement de particuliers ;
- g) les titres employés dans les règlements n'y sont insérés qu'à titre de référence et ne doivent pas servir à l'interprétation des expressions ou des dispositions de ces règlements.

## **B. SIÈGE, ÉTABLISSEMENT ET SCEAU DE LA CORPORATION**

### **2. Siège**

Le siège de la corporation doit être situé en permanence au Québec. L'adresse du siège est celle indiquée dans les lettres patentes supplémentaires datée du 8 mars 1996. La corporation peut transférer ou changer l'adresse de son siège, et ce, conformément aux dispositions prévues à la Loi. Ce siège constitue le domicile de la corporation.

### **3. Établissement**

La corporation peut, en plus de son siège établir ailleurs, à l'intérieur comme à l'extérieur du Québec, tout autre établissement, bureau ou agence que le conseil d'administration pourra de temps à autre déterminer.

### **4. Sceau de la corporation**

La corporation possède un sceau dont la forme a été déterminée et approuvée conformément aux règlements généraux en vigueur lors de son adoption, il ne peut être employé qu'avec le consentement du président ou du secrétaire.

## **C. LIVRE DE LA CORPORATION**

### **5. Contenu du Livre**

La corporation tient, à son siège, un ou plusieurs Livres contenant :

- a) son acte constitutif, ses règlements de même que toute déclaration ou requête présentée au Registraire des entreprises et déposée au registre des entreprises ;
- b) les noms, par ordre alphabétique, de toutes les personnes qui sont ou qui ont été membres ;
- c) l'adresse et l'occupation ou la profession de chaque personne pendant qu'elle est membre ;
- d) les nom, adresse et profession de ceux qui sont ou qui ont été administrateurs de la corporation, avec les diverses dates auxquelles ils sont devenus ou ont cessé d'être administrateurs ;
- e) une liste des membres de la corporation préparée annuellement ;
- f) un registre des hypothèques et dans lequel elle y inscrit toute hypothèque et charge grevant les biens de la corporation, donnant pour chaque cas, une description succincte des biens

hypothéqués, ou grevés, le montant de l'hypothèque ou de la charge et, sauf dans le cas d'obligations ou autres valeurs à ordre ou au porteur, les noms des créanciers hypothécaires ou des ayants cause. En ce qui regarde les hypothèques et charges garantissant le paiement des obligations et autres valeurs payables à ordre ou au porteur, il suffit d'indiquer le nom du fiduciaire en faveur duquel l'hypothèque est constituée ;

g) ses recettes et débours et les matières auxquelles se rapportent les uns et les autres ;

h) ses transactions financières ;

i) ses créances et ses obligations ;

j) les procès-verbaux des assemblées de ses membres et des administrateurs et des votes pris à ces assemblées. Chaque procès-verbal inscrit dans ce ou ces Livres doit être certifié par le président de la corporation ou de l'assemblée, ou par le secrétaire de la corporation.

## **D. CONSEIL D'ADMINISTRATION**

### **6. Nombre**

Les affaires de la corporation sont administrées par un conseil d'administration composé initialement des administrateurs provisoires désignés par l'acte constitutif, et par la suite, des administrateurs élus à compter de leur élection lors de la première assemblée des membres. Le nombre fixe d'administrateurs est celui indiqué dans l'acte constitutif et ne doit pas être inférieur à trois. Ce nombre peut être changé conformément à la Loi.

### **7. Qualifications**

Tout administrateur doit, pour être élu à cette fonction ou pour continuer à l'exercer :

a) être une personne physique ;

b) sous réserve de l'article 327 du *Code civil du Québec*, ne pas être âgé de moins de 18 ans ;

c) sous réserve de l'article 327 du *Code civil du Québec*, ne pas être un majeur en tutelle ou en curatelle ;

d) ne pas être une personne déclarée incapable par le tribunal d'une autre province ou d'un autre pays ;



e) ne pas être un failli non libéré ;

f) ne pas faire l'objet d'une interdiction par le tribunal d'exercer cette fonction.

Seuls les membres actifs de la corporation sont éligibles comme administrateurs.

## **8. Vacance**

Devient automatiquement vacant le poste d'un administrateur qui :

a) décède ;

b) démissionne de son poste, au moment où cette démission prend effet ;

c) est destitué conformément à la Loi et pour lequel aucune personne n'est nommée pour le remplacer lors de l'assemblée des membres au cours de laquelle il a été ainsi destitué;

d) cesse de posséder les qualifications requises pour être administrateur;

e) fait défaut d'assister à cinq (5) réunions consécutives sans raison valable.

## **9. Remplacement**

Un administrateur dont la fonction est devenue vacante peut être remplacé par voie d'une résolution du conseil d'administration; le remplaçant demeure en fonction pour la durée non expirée du mandat de son prédécesseur. Les administrateurs demeurant en fonction peuvent toutefois continuer à agir malgré la ou les vacances, à condition qu'un quorum subsiste.

## **10. Mise en candidature, élection et durée du mandat**

Le conseil d'administration forme un comité de mise en candidature qui prépare une liste de membres actifs qui ont accepté par écrit d'être candidat à l'assemblée générale annuelle.

Aussi, tout membre actif en règle peut être mis en candidature si sa candidature est appuyée par écrit par deux membres actifs et que le document est déposé auprès du secrétaire de la corporation avec l'acceptation écrite du candidat.

Une liste complète des candidatures doit être déposée auprès du secrétaire de la corporation au plus tard sept (7) jours avant l'assemblée générale annuelle.

Tout membre sortant de charge est automatiquement remis en candidature s'il possède encore les qualifications requises à moins qu'il n'exprime son refus de ne pas se porter candidat.

Seulement six (6) postes sont ouverts à l'élection à chaque assemblée annuelle des membres. Le mandat des membres du conseil d'administration est de deux ans et ils demeurent en fonction jusqu'à l'élection de leurs remplaçants. Un administrateur sortant est rééligible. Le vote est pris à main levée à moins qu'un vote au scrutin secret ne soit demandé.

### **11. Démission**

Un administrateur peut démissionner en tout temps de son poste, en donnant sa démission par écrit au président ou au secrétaire de la corporation ou lors d'une assemblée du conseil d'administration. Une démission n'a pas à être motivée. À moins qu'une date ultérieure soit prévue dans l'avis de démission, celle-ci prend effet à la date de remise de cet avis.

### **12. Destitution**

Seuls les membres qui ont le droit d'élire un administrateur peuvent le destituer lors d'une assemblée générale extraordinaire convoquée à cette fin. L'administrateur qui fait l'objet de la destitution doit être informé du lieu, de la date et de l'heure de l'assemblée dans le même délai que celui prévu pour la convocation de l'assemblée. L'avis de convocation de l'assemblée doit également mentionner que cette personne est passible de destitution ainsi que la principale faute qu'on lui reproche. L'administrateur peut y assister et y prendre la parole, ou dans une déclaration écrite et lue par le président de l'assemblée, exposer les motifs de son opposition à la résolution qui propose sa destitution. Une vacance créée par suite de la destitution d'un administrateur peut être comblée lors de l'assemblée où la destitution a eu lieu ou, à défaut, conformément à la Loi. L'avis de convocation de cette assemblée doit mentionner, le cas échéant, la tenue d'une telle élection si la résolution de destitution est adoptée.

La destitution d'un administrateur, tout comme son élection, relève de la volonté des membres. Elle peut être faite en tout temps et n'a pas besoin d'être fondée sur des motifs particuliers, sérieux ou non. Ni la corporation, ni les membres qui votent en faveur de la destitution n'encourent de responsabilité envers l'administrateur du simple fait de sa destitution, même non motivée.

### **13. Signature de l'administrateur sortant**

Tout administrateur qui a cessé d'occuper son poste par suite de sa démission, de sa destitution ou autrement est autorisé à signer au nom de la corporation et à produire conformément à la *Loi sur la publicité légale des entreprises*, une déclaration de mise à jour indiquant ce changement à moins qu'il ne reçoive dans les trente jours où cette cessation est survenue une preuve que la corporation a produit une telle déclaration.

#### **14. Rémunération**

Les administrateurs ne sont pas rémunérés comme tels pour leur mandat. Ils peuvent toutefois être rémunérés à titre d'employés de la corporation. Les administrateurs ont aussi le droit d'être remboursés pour les frais de déplacement et tous autres frais qu'ils ont raisonnablement engagés à l'égard des affaires de la corporation.

#### **15. Pouvoirs généraux**

Les affaires de la corporation sont administrées par un conseil d'administration. Les administrateurs de la corporation administrent les affaires de la corporation et passent, en son nom, tous les contrats que la corporation peut valablement passer; d'une façon générale, ils exercent tous les autres pouvoirs et posent tous les autres actes que la corporation est autorisée à exercer et à poser en vertu de son acte constitutif ou à quelque autre titre que ce soit.

Sans déroger à ce qui précède, les administrateurs sont expressément autorisés en tout temps à acheter, louer ou acquérir, vendre, échanger, ou aliéner, les biens meubles et immeubles, réels, personnels ou mixtes, de même que tout droit ou intérêt s'y rapportant, au prix et suivant les modalités et les conditions qu'ils estiment justes.

L'acte posé par une ou plusieurs personnes à titre d'administrateurs ou par un conseil d'administration n'est pas invalide par le seul fait qu'on découvre par la suite un vice dans l'élection de ces personnes ou du conseil d'administration entier ou d'un ou plusieurs de ses membres ou que ces personnes ou l'un ou plusieurs ou la totalité des membres du conseil n'étaient pas habiles à être administrateurs ; cette clause ne s'applique cependant qu'aux actes posés avant l'élection ou la nomination du ou des successeurs respectifs des personnes concernées.

#### **16. Utilisation de biens ou d'information**

Aucun administrateur ne peut confondre les biens de la corporation avec les siens, ni utiliser à son profit ou au profit d'un tiers les biens de la corporation ou l'information qu'il obtient en raison de ses fonctions, à moins qu'il soit expressément et spécifiquement autorisé à le faire par les membres de la corporation.

#### **17. Conflit d'intérêts**

Chaque administrateur doit éviter de se placer dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et ses obligations d'administrateur de la corporation.

Il doit dénoncer sans délai à la corporation tout intérêt qu'il possède dans une entreprise ou une association susceptible de le placer en situation de conflit d'intérêts, ainsi que les droits qu'il peut faire valoir contre elle, en indiquant, le cas échéant, leur nature et leur valeur. Cette dénonciation d'intérêt

est consignée au procès-verbal des délibérations du conseil d'administration ou à la résolution signée en tenant lieu.

Un avis général que l'administrateur possède un intérêt dans telle ou telle entreprise ou association et une description de la nature et de la valeur de cet intérêt constitueront une dénonciation d'intérêt suffisante en vertu du présent règlement ; après tel avis général, il ne sera pas nécessaire pour cet administrateur de donner un avis spécial au sujet d'une transaction particulière avec cette entreprise ou cette association.

### **18. Contrats avec la corporation**

Un administrateur peut, même dans l'exercice de ses fonctions, acquérir, directement ou indirectement des droits dans les biens de la corporation ou contracter avec elle, pour autant qu'il signale aussitôt ce fait à la corporation, en indiquant la nature et la valeur des droits qu'il acquiert, et qu'il demande que ce fait soit consigné au procès-verbal des délibérations du conseil d'administration ou à ce qui en tient lieu.

L'administrateur ainsi intéressé dans une acquisition de biens ou dans un contrat doit, sauf nécessité, s'abstenir de délibérer et de voter sur la question et, s'il vote, sa voix ne doit pas être comptée. Cette règle ne s'applique pas, toutefois, aux questions concernant ses conditions de travail. À la demande du président ou de tout administrateur, l'administrateur intéressé doit quitter l'assemblée pendant que le conseil d'administration délibère et vote sur l'acquisition ou le contrat en question.

Ni la corporation ni l'un de ses membres ne pourra contester la validité d'une acquisition de biens ou d'un contrat mettant en cause la corporation d'une part et directement ou indirectement un administrateur, de l'autre, pour le seul motif que l'administrateur y est partie ou intéressé, du moment que cet administrateur a procédé sans délai et correctement à la dénonciation mentionnée plus avant au présent règlement.

## **E. ASSEMBLÉE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

### **19. Convocation**

Les assemblées du conseil d'administration ont lieu aussi souvent que le président ou deux administrateurs conjointement le jugent nécessaire. Elles sont convoquées par le président ou deux administrateurs, ou par le secrétaire sur réquisition du président ou de deux administrateurs. Un avis de convocation de chaque assemblée, spécifiant l'endroit, la date et l'heure, doit être signifié à chaque administrateur, par messenger, par courrier recommandé, par télécopieur ou par tout autre moyen de communication qui comporte une preuve de réception, adressée à la dernière adresse connue des administrateurs ou encore par un avis verbal. Le délai de convocation est de deux jours francs.

Cependant, une assemblée peut être tenue sans avis préalable si tous les administrateurs sont présents ou si les absents ont donné leur assentiment à la tenue d'une telle assemblée. L'assemblée du conseil d'administration qui suit immédiatement l'assemblée annuelle des membres peut avoir lieu sans avis de convocation. L'avis d'une assemblée du conseil d'administration n'a pas à préciser l'objet de l'assemblée et les affaires qui doivent y être traitées.

## **20. Renonciation à l'avis**

Un administrateur peut, par écrit ou par tout moyen de communication adressé à la corporation ou autrement, renoncer à tout avis de convocation d'une assemblée du conseil d'administration ou à toute dérogation dans l'avis ou dans la tenue de l'assemblée ; une telle renonciation peut être valablement donnée avant ou après l'assemblée concernée. Le fait pour un administrateur d'assister à une assemblée du conseil d'administration constitue une renonciation à l'avis de convocation de cette assemblée, sauf lorsqu'un administrateur y assiste dans le but exprès de s'opposer à ce qu'il y soit traité toute affaire, pour le motif que cette assemblée n'est pas régulièrement convoquée.

## **21. Lieu**

Les assemblées du conseil d'administration se tiennent au siège de la corporation ou à tout autre endroit au Québec ou ailleurs fixé par le président ou le conseil d'administration.

## **22. Participation à l'aide de moyens permettant de communiquer oralement**

Les administrateurs peuvent, si tous sont d'accord, participer à une assemblée du conseil d'administration à l'aide de moyens permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux, notamment par téléphone. Un administrateur participant à l'assemblée à l'aide de tel moyen est réputé avoir assisté à l'assemblée.

Dans ce cas, la seule forme de vote permise est le vote à voix ouverte.

## **23. Ajournement**

Le président de l'assemblée peut, avec le consentement de la majorité des administrateurs présents, ajourner de temps à autre toute assemblée du conseil d'administration jusqu'à une date ultérieure en un lieu déterminé sans qu'il soit nécessaire d'en donner avis aux administrateurs. Toute continuation de l'assemblée peut valablement avoir lieu si elle est tenue selon les modalités prévues à l'ajournement et s'il y a quorum. Les administrateurs constituant le quorum à l'assemblée initiale ne sont pas tenus de constituer le quorum à la continuation de l'assemblée. S'il n'y a pas un quorum à la continuation de l'assemblée, l'assemblée initiale sera réputée terminée immédiatement après son ajournement.

## **24. Quorum**

Le quorum est établi à la majorité simple des administrateurs en fonction pour la tenue des assemblées du conseil d'administration. Le quorum doit être maintenu pour toute la durée des assemblées.

## **25. Président et secrétaire de l'assemblée**

Les assemblées du conseil d'administration sont présidées par le président de la corporation ou, à son défaut, par le premier vice-président ou à défaut, par le deuxième vice-président. Le secrétaire de la corporation agit comme secrétaire des assemblées. Les administrateurs présents à une assemblée peuvent néanmoins nommer toute autre personne comme président et/ou secrétaire de cette assemblée.

## **26. Procédure**

Le président de l'assemblée veille au bon déroulement de celle-ci et soumet au conseil d'administration les propositions pour lesquelles un vote doit être pris et en général conduit les procédures sous tous rapports. À défaut par le président de l'assemblée de soumettre une proposition, tout administrateur peut la soumettre lui-même avant que l'assemblée soit ajournée ou close et, si cette proposition relève de la compétence du conseil d'administration, le conseil d'administration en est saisi sans qu'il soit nécessaire qu'elle soit appuyée. À cette fin, l'ordre du jour de toute assemblée du conseil d'administration est présumé prévoir une période pendant laquelle les administrateurs peuvent soumettre leurs propositions. À défaut par le président de l'assemblée de s'acquitter fidèlement de sa tâche, les administrateurs peuvent à tout moment le destituer et le remplacer par une autre personne.

## **27. Vote**

Chaque administrateur a droit à une voix et toutes les questions doivent être décidées à la majorité des voix. Le vote est pris à main levée, à moins que le président de l'assemblée ou un administrateur demande le scrutin, auquel cas le vote est pris au scrutin. Si le vote est pris au scrutin, le secrétaire de l'assemblée agit comme scrutateur et dépouille le scrutin. Le vote par procuration n'est pas permis et le président de l'assemblée n'a aucune voix prépondérante en cas de partage des voix. Si tous les administrateurs consentent à la tenue d'une assemblée leur permettant de communiquer oralement entre eux, le vote se fait à voix ouverte.

## **28. Résolution signée**

Une résolution écrite, signée de tous les administrateurs habiles à voter lors des assemblées du conseil d'administration, est valide et a le même effet que si elle avait été adoptée à une assemblée du conseil d'administration dûment convoquée et tenue. La résolution écrite doit être insérée dans le Livre des procès-verbaux de la corporation, suivant sa date, au même titre qu'un procès-verbal régulier.

## **29. Présence à l'assemblée**

Seuls les administrateurs sont admis à assister à une assemblée du conseil d'administration. Peuvent également être admis, sur autorisation du président de l'assemblée ou de la majorité des administrateurs présents, les dirigeants, agents et mandataires de la corporation, de même que les personnes dont la présence est justifiée par l'intérêt de la corporation plutôt que par celui, individuel, d'un ou de certains administrateurs. Aucune autre personne n'est admise, à moins que sa présence ne soit unanimement autorisée par les administrateurs présents.

## **30. Enregistrement des délibérations**

Il n'est permis à aucun administrateur de procéder à l'enregistrement des délibérations du conseil d'administration, sous peine d'expulsion de l'assemblée et de confiscation des bandes magnétiques ou autre support d'enregistrement utilisé. Cette prérogative est réservée exclusivement au secrétaire de l'assemblée, aux fins de la rédaction du procès-verbal de l'assemblée.

## **F. DIRIGEANTS**

### **31. Généralités**

Les dirigeants de la corporation sont le président, le premier vice-président, le deuxième vice-président, le secrétaire et le trésorier, et tout autre dirigeant que le conseil d'administration nomme et dont il détermine les fonctions par résolution.

### **32. Qualification**

Les dirigeants doivent être administrateurs de la corporation.

### **33. Élection**

Les dirigeants sont élus ou nommés par le conseil d'administration à leur première assemblée suivant l'assemblée annuelle des membres ou à toute autre assemblée tenue pour combler une vacance.

### **34. Durée du mandat**

Sauf si le conseil d'administration le prévoit autrement lors de son élection ou de sa nomination, chaque dirigeant sera en fonction à compter de son élection ou de sa nomination jusqu'à la première assemblée du conseil d'administration suivant la prochaine élection des administrateurs, ou jusqu'à ce que son successeur soit élu ou nommé.

### **35. Démission et destitution**

Tout dirigeant peut démissionner en tout temps en remettant sa démission par écrit au président ou au secrétaire ou lors d'une assemblée du conseil d'administration. Les dirigeants sont sujets à destitution pour ou sans cause par résolution du conseil d'administration, sous réserve d'une convention contraire écrite.

### **36. Vacance**

Toute vacance à un poste de dirigeant peut être comblée en tout temps par le conseil d'administration.

### **37. Rémunération**

Les dirigeants ne sont pas rémunérés comme tels pour leurs fonctions. Ils peuvent toutefois être rémunérés à titre d'employé de la corporation. Les dirigeants ont aussi le droit d'être remboursés pour les frais de déplacement et tous autres frais qu'ils ont raisonnablement engagés à l'égard des affaires de la corporation.

### **38. Pouvoirs et devoirs des dirigeants**

Les dirigeants ont tous les pouvoirs et les devoirs ordinairement inhérents à leur fonction et ils ont en plus les pouvoirs et les devoirs que le conseil d'administration leur délègue ou leur impose. Les pouvoirs des dirigeants peuvent être exercés par toute autre personne spécialement nommée par le conseil d'administration à cette fin, en cas d'incapacité d'agir de ces dirigeants.

### **39. Président et président du conseil d'administration**

Le président préside de droit toutes les assemblées du conseil d'administration, du comité exécutif et les assemblées des membres, à moins dans ce dernier cas qu'un président d'assemblée ne soit nommé et n'exerce cette fonction. Il signe tous les documents qui requièrent sa signature. Il a le contrôle général et la surveillance des affaires de la corporation, à moins qu'un directeur général ne soit nommé. Toutefois, si le conseil d'administration nomme un président du conseil, c'est à lui, plutôt qu'au président, qu'incombera la tâche de présider toute assemblée du conseil d'administration.

### **40. Vice-président**

En cas d'absence du président ou si celui-ci est empêché d'agir, le vice-président, ou s'il y en a plus d'un, le premier vice-président ou, à son défaut, le deuxième vice-président et ainsi de suite, a les pouvoirs et assume les obligations du président.



#### **41. Secrétaire**

Le secrétaire a la garde des documents, du sceau et des Livres de la corporation. Il agit comme secrétaire aux assemblées du conseil d'administration, du comité exécutif et aux assemblées des membres. Il rédige et contresigne les procès-verbaux, il envoie les avis de convocation ainsi que tous autres avis aux administrateurs et aux membres. Il exécute les mandats qui lui sont confiés par le président ou le conseil d'administration.

#### **42. Trésorier**

Le trésorier a la garde des valeurs de la corporation et veille à ce que la corporation dépose les deniers à l'institution financière choisie par le conseil d'administration. Il doit laisser examiner les Livres et les comptes de la corporation par les administrateurs. Il signe ou contresigne les documents qui requièrent sa signature.

#### **43. Directeur général**

Le conseil d'administration peut nommer un directeur général qui ne doit pas nécessairement être un administrateur de la corporation. Le directeur général n'est pas membre du conseil d'administration. Le directeur a l'autorité nécessaire pour diriger les affaires de la corporation et pour employer et renvoyer les agents et les employés de la corporation, mais le conseil d'administration peut lui déléguer des pouvoirs moindres. Il se conforme à toutes les instructions reçues du conseil d'administration et il donne au conseil d'administration ou aux administrateurs les renseignements que ceux-ci peuvent exiger concernant les affaires de la corporation.

La corporation peut confier à une autre personne morale des pouvoirs de gérance, au moyen d'un contrat de gestion.

### **G. COMITÉ EXÉCUTIF**

#### **44. Nombre**

Le conseil d'administration peut lorsqu'il se compose de plus de six administrateurs, former un comité exécutif. Le comité exécutif est formé du président, du premier et du deuxième vice-président, du secrétaire et du trésorier, lesquels font partie de ce comité pour autant qu'ils demeurent administrateurs, jusqu'à leur destitution ou l'élection de leur successeur.

#### **45. Destitution**

Le conseil d'administration peut en tout temps destituer avec ou sans raison n'importe lequel des membres du comité exécutif.

#### **46. Vacance**

Les vacances qui surviennent au comité exécutif peuvent être comblées par le conseil d'administration.

#### **47. Assemblées**

Les assemblées du comité exécutif peuvent être tenues sans avis, à telle époque et à tel endroit que le président ou le vice-président détermine, lesquels ont autorité de convoquer le comité exécutif.

#### **48. Présidence**

Les assemblées du comité exécutif sont présidées par le président de la corporation ou, en son absence, par un président d'assemblée que les membres présents peuvent choisir parmi eux.

#### **49. Quorum**

Le quorum aux assemblées du comité exécutif est de la majorité des membres.

#### **50. Procédure**

La procédure aux assemblées du comité exécutif est la même que celle aux assemblées du conseil d'administration.

#### **51. Pouvoirs**

Le comité exécutif a l'autorité et exerce tous les pouvoirs du conseil d'administration pour l'administration courante des affaires de la corporation, excepté les pouvoirs qui, en vertu de la Loi, doivent être exercés par le conseil d'administration ainsi que ceux que le conseil d'administration peut se réserver expressément. Le comité exécutif fait rapport de ses activités à chaque assemblée du conseil d'administration et celui-ci peut alors renverser ou modifier les décisions prises, à condition que les droits des tiers ne soient pas touchés.

#### **52. Rémunération**

Les membres du comité exécutif ne sont pas rémunérés comme tels pour leur mandat. Ils peuvent toutefois être rémunérés à titre d'employés de la corporation. Les membres du comité exécutif ont aussi le droit d'être remboursés pour leur frais de déplacement et tous autres frais qu'ils ont raisonnablement engagés à l'égard des affaires de la corporation.

## **H. AUTRES COMITÉS**

### **53. Comités spéciaux**

Les comités spéciaux sont des comités créés par le conseil d'administration, suivant les besoins, pour une période et pour des buts déterminés. Ces comités, à caractère consultatif et sans aucun pouvoir décisionnel, traitent des objets pour lesquels ils sont formés, et relèvent du conseil d'administration, auquel ils doivent faire rapport sur demande. Ils sont dissous automatiquement à la fin de leur mandat.

## **I. INDEMNISATION ET EXONÉRATION**

### **54. Indemnisation et remboursement des frais**

La corporation convient, par les présentes, que chaque administrateur, dirigeant ou autre mandataire a assumé ses fonctions à la condition expresse et en considération de l'engagement de la corporation qu'il soit indemnisé de tout préjudice subi et qu'il reçoive le remboursement des frais raisonnables qu'il aura engagés en raison ou relativement à l'exécution de ses fonctions, conformément aux dispositions qui suivent.

### **55. Indemnisation**

Tout administrateur, dirigeant et autre mandataire ainsi que leurs héritiers et ayants cause sera tenu, au besoin et à toute époque, à même les fonds de la corporation, indemne et à couvert :

- a) de tous frais, charges et dépenses quelconques que cet administrateur, dirigeant et autre mandataire supporte ou subit au cours ou à l'occasion d'une action, poursuite ou procédure intentée contre lui, à l'égard ou en raison d'actes faits ou choses accomplies ou permises par lui dans l'exercice ou pour l'exécution de ses fonctions ; et
- b) de tous autres frais, charges et dépenses qu'il supporte ou subit au cours ou à l'occasion des affaires de la corporation ou relativement à ces affaires, excepté ceux qui résultent de sa propre négligence ou de son omission volontaire.

### **56. Remboursement des dépenses**

Sous réserve d'une entente contractuelle précisant ou restreignant le présent engagement, la corporation s'engage à rembourser à l'administrateur, dirigeant ou autre mandataire, les frais raisonnables et nécessaires à l'exécution de ses fonctions engagées par celui-ci, plus les intérêts à compter du jour où ils ont été déboursés. Ce remboursement s'effectuera sur production, le cas échéant, de pièces justificatives.

## **J. MEMBRES**

### **57. Catégories**

La corporation comprend quatre catégories de membres, à savoir : les membres actifs, les membres corporatifs, les membres associés et les membres honoraires.

### **58. Membres actifs**

Les membres réguliers en date du 30 septembre 2018 sont qualifiés dorénavant membres actifs, à l'exception des personnes morales. Est membre actif de la corporation toute personne physique intéressée aux buts et aux activités de la corporation et se conformant aux normes d'admission établies de temps à autre par résolution du conseil d'administration, auquel le conseil d'administration, sur demande à cette fin, accorde le statut de membre actif. Les membres actifs ont le droit de participer à toutes les activités de la corporation, recevoir les avis de convocation aux assemblées des membres, d'assister à ces assemblées et d'y voter. Ils sont éligibles comme administrateurs de la corporation.

### **59. Membres corporatifs**

Les personnes morales membres réguliers en date du 30 septembre 2018 sont qualifiés dorénavant membres corporatifs. Est membre corporatif de la corporation toute corporation, société de personnes, association ou personne morale intéressée aux buts et aux activités de la corporation et se conformant aux normes d'admission établies de temps à autre par résolution du conseil d'administration, auquel le conseil d'administration, sur demande à cette fin, accorde le statut de membre corporatif. Les membres corporatifs n'ont pas comme tels le droit d'assister aux assemblées des membres, mais ils peuvent, par avis écrit remis au secrétaire de la corporation, désigner un représentant, lequel bénéficie automatiquement du statut de membre actif de la corporation et jouit à ce titre de tous les droits et pouvoirs accordés par le présent règlement aux membres actifs de la corporation, y compris ceux d'assister et de voter aux assemblées des membres et d'être éligibles comme administrateurs de la corporation.

Un membre bénéficiant du statut de membre actif à titre de représentant désigné d'un membre corporatif est automatiquement disqualifié comme membre actif advenant :

- a) sa destitution par le membre corporatif qui l'a désigné ; ou
- b) le retrait ou la radiation du membre corporatif qui l'a désigné.

Tout membre corporatif peut en tout temps destituer son représentant en avisant par écrit le membre et le secrétaire de la corporation de cette destitution, et remplacer ce représentant par une autre personne, par avis écrit remis au secrétaire de la corporation.

## **60. Membres associés**

Est membre associé de la corporation toute personne intéressée aux buts et aux activités de la corporation et se conformant aux normes d'admission établies de temps à autre par résolution du conseil d'administration, auquel le conseil d'administration, sur demande à cette fin, accorde le statut de membre associé. De même sont membres associés de la corporation les personnels permanents à temps plein et à temps partiel

Les membres associés peuvent participer aux activités de la corporation et assister aux assemblées des membres, mais ils n'ont pas le droit de voter lors de ces assemblées. Ils ne sont pas éligibles comme administrateurs de la corporation.

## **61. Membres honoraires**

Les membres fondateurs en date du 30 septembre 2018 sont qualifiés membres honoraires. Il est loisible au conseil d'administration, par résolution, de nommer membre honoraire de la corporation, toute personne qui aura rendu service à la corporation par son travail ou par ses donations, ou qui aura manifesté son appui pour les buts poursuivis par la corporation.

Les membres honoraires peuvent participer aux activités de la corporation et assister aux assemblées des membres, mais ils n'ont pas le droit de voter lors de ces assemblées. Ils ne sont pas éligibles comme administrateurs de la corporation, et ils ne sont pas tenus de verser des cotisations ou contributions à la corporation.

## **62. Cotisation**

Le conseil d'administration peut, par résolution, fixer le montant des cotisations annuelles à être versées à la corporation par les membres actifs, corporatifs et associés, ainsi que le moment de leur exigibilité. Un représentant désigné par un membre corporatif ou associé n'est pas tenu de verser de cotisation. Les cotisations payées ne sont pas remboursables au cas de radiation, de suspension ou de retrait d'un membre actif, corporatif ou associé.

## **63. Membre actif en règle**

Un membre actif est en règle avec la corporation lorsqu'il paie sa cotisation annuelle. Un membre actif en défaut de payer sa cotisation annuelle perd son droit de vote jusqu'à ce qu'il acquitte sa cotisation.

#### **64. Retrait**

Tout membre peut se retirer comme tel en tout temps, en signifiant ce retrait au secrétaire de la corporation. Dans le cas d'un membre actif désigné par un membre corporatif ou associé, il doit également signifier son retrait à ce membre corporatif ou associé.

#### **65. Suspension et radiation**

Un membre qui n'acquiesce pas sa cotisation dans le mois qui suivra sa date d'exigibilité peut être radié de la corporation, par résolution du conseil d'administration, sur avis écrit de dix jours. Le conseil d'administration peut aussi, par résolution, suspendre pour une période qu'il détermine ou encore radier définitivement tout membre qui refuse ou omet de se conformer aux dispositions des présents règlements, perd l'une ou l'autre des qualités requises pour détenir le statut de membre, exerce une activité interdite par les règlements, pose un geste ou exprime des propos contraires aux objectifs de la corporation ou incompatibles avec ceux-ci, ou néfastes aux activités ou à la réputation de la corporation ou de ses membres. La décision du conseil d'administration à cette fin sera finale et sans appel.

### **K. ASSEMBLÉE DES MEMBRES**

#### **66. Assemblée annuelle**

L'assemblée annuelle des membres de la corporation a lieu chaque année au siège de la corporation ou à tout autre endroit dans la province de Québec, à la date et à l'heure que le conseil d'administration pourra déterminer afin :

- a) de recevoir et de prendre connaissance des états financiers ne datant pas plus de quatre mois et, le cas échéant, du rapport du vérificateur ;
- b) d'élire les administrateurs ;
- c) de nommer un vérificateur, (auditeur indépendant) ;
- d) de ratifier les règlements, résolutions et actes adoptés ou posés par le conseil d'administration et les dirigeants depuis la dernière assemblée annuelle des membres ;
- e) de prendre connaissance et de disposer de toute autre affaire dont l'assemblée peut être valablement saisie.

Toute assemblée annuelle peut aussi constituer une assemblée générale extraordinaire pour prendre connaissance et disposer de toute affaire dont peut être saisie une assemblée générale extraordinaire.

### **67. Assemblée générale extraordinaire**

Une assemblée générale extraordinaire des membres peut être convoquée en tout temps par le président ou par décision du conseil d'administration.

Les assemblées générales extraordinaires des membres ont lieu au siège de la corporation ou à tout autre endroit dans la province de Québec que pourra déterminer le président ou, par résolution, le conseil d'administration.

### **68. Convocation d'assemblée générale extraordinaire à la demande des membres**

Il est du devoir du conseil d'administration de procéder à la convocation d'une assemblée générale extraordinaire des membres lorsqu'il en est requis par écrit. La demande doit être adressée au secrétaire de la corporation et doit indiquer la nature des affaires à débattre à l'assemblée ; elle doit être signée, à la date du dépôt de la demande, par au moins **un dixième (1/10)** des membres actifs de la corporation.

Il est nécessaire que les affaires à débattre à l'assemblée relèvent de la compétence de l'assemblée des membres. Si l'assemblée n'est pas convoquée et tenue dans les 21 jours à compter de la date à laquelle la demande de convocation a été déposée au siège de la corporation, tous les membres actifs signataires de la demande ou non, représentant au moins un **dixième (1/10) des membres** actifs de la corporation, peuvent eux-mêmes convoquer cette assemblée générale extraordinaire.

### **69. Avis de convocation**

L'avis de convocation de chaque assemblée annuelle et de chaque assemblée générale extraordinaire des membres doit être envoyé aux membres qui y ont droit par écrit, par messenger, par courrier recommandé ou par tout autre moyen de communication qui comporte une preuve de réception et doit être adressé aux membres à leur adresse respective comme mentionnée aux Livres de la corporation, au moins dix jours avant la date fixée pour l'assemblée. Si l'adresse de quelque membre ne paraît pas aux Livres de la corporation, l'avis de convocation peut être posté à l'adresse où, de l'opinion de l'expéditeur de tel avis, il est le plus susceptible de parvenir rapidement à ce membre.

Les irrégularités dans l'avis de convocation ou dans son expédition n'influent en rien sur la validité des procédures à une assemblée.

L'avis de convocation d'une assemblée doit mentionner, le temps et le lieu de l'assemblée. L'avis de convocation d'une assemblée annuelle peut, mais ne doit pas nécessairement, spécifier les buts de cette assemblée. Cet avis de convocation doit cependant mentionner, en termes généraux, tout

règlement ainsi que l'abrogation, les modifications ou la remise en vigueur de tout règlement qui doivent être ratifiés à cette assemblée, de même que toute autre affaire dont il serait autrement pris connaissance et disposé à une assemblée générale extraordinaire. L'avis de convocation d'une assemblée générale extraordinaire doit mentionner en termes généraux toute affaire dont il doit être pris connaissance et disposé à cette assemblée.

Il n'est pas nécessaire de donner un avis de convocation de la reprise d'une assemblée ajournée à une date déterminée.

La signature de l'avis de convocation d'une assemblée peut être manuscrite, estampillée, dactylographiée, imprimée ou autrement reproduite mécaniquement.

Un certificat du secrétaire ou de tout autre dirigeant dûment autorisé de la corporation constitue une preuve concluante de l'envoi d'un avis de convocation et lie chaque membre.

#### **70. Renonciation**

Une assemblée des membres peut être tenue sans avis préalable si tous les membres de la corporation sont présents ou s'ils donnent par écrit, ou par tout moyen de communication, leur assentiment à la tenue de cette assemblée. Le fait pour un membre d'assister à une assemblée des membres constitue une renonciation à l'avis de celle-ci, sauf lorsque ce membre assiste à l'assemblée dans le but exprès de s'opposer à ce qu'il y soit traité toute affaire, pour le motif que cette assemblée n'est pas régulièrement constituée.

#### **71. Omission d'avis**

L'omission accidentelle de faire parvenir l'avis de convocation à un ou à quelques membres ou la non-réception d'un avis par toute personne n'a pas pour effet de rendre nulles les résolutions adoptées à cette assemblée.

#### **72. Avis incomplet**

L'omission accidentelle dans l'avis de convocation de la mention d'une des affaires qui doivent être prises en considération à l'assemblée n'empêche pas l'assemblée de prendre cette affaire en considération, à moins que les intérêts d'un membre soient touchés ou ne risquent de l'être.

#### **73. Quorum**

La présence d'au moins deux membres actifs de la corporation constitue un quorum à toute assemblée des membres pour décider du choix d'un président d'assemblée ou de l'ajournement de l'assemblée ; pour toute autre fin, les membres actifs présents à l'assemblée constituent le quorum à toute assemblée des membres. Si le quorum est atteint à l'ouverture de l'assemblée des membres, les



membres présents peuvent procéder à l'examen des affaires de cette assemblée, malgré le fait que le quorum n'est pas maintenu pendant tout le cours de cette assemblée.

#### **74. Ajournement**

Le président de l'assemblée peut, avec le consentement de l'assemblée, ajourner quand il le juge opportun toute assemblée des membres à une date et une heure déterminées. Si une assemblée des membres est ajournée pour moins de 30 jours, il n'est pas nécessaire de donner avis de l'ajournement de cette assemblée autrement que par annonce faite lors de la première assemblée qui est ajournée. Si une assemblée des membres est ajournée une ou plusieurs fois pour un total de 30 jours ou plus, avis de l'ajournement de cette assemblée doit être donné comme pour une assemblée initiale.

Toute continuation d'assemblée peut valablement avoir lieu si elle est tenue selon les modalités de l'ajournement et que le quorum y est maintenu. Les personnes constituant le quorum à l'assemblée initiale ne sont pas requises de constituer le quorum à la continuation de l'assemblée. S'il n'y a pas un quorum à la continuation de l'assemblée, l'assemblée initiale sera réputée avoir été terminée immédiatement après son ajournement. Toute affaire qui aurait pu être étudiée et traitée à l'assemblée initiale selon les modalités de l'avis de convocation peut être soumise ou traitée à la continuation de l'ajournement.

#### **75. Président et secrétaire d'assemblée**

Les assemblées des membres sont présidées par le président de la corporation ou, à son défaut, par le premier vice-président ou à défaut, par le deuxième vice-président. C'est le secrétaire de la corporation qui agit comme secrétaire des assemblées. Si aucun des dirigeants susmentionnés n'est présent dans les 15 minutes qui suivent l'heure fixée pour la tenue de l'assemblée les membres présents doivent choisir un d'entre eux pour remplir les fonctions de président de cette assemblée.

#### **76. Procédure**

Le président de toute assemblée des membres veille au bon déroulement de l'assemblée et y conduit les procédures sous tous rapports, et son pouvoir discrétionnaire sur toute matière est décisif et lie tous les membres. Il a notamment le pouvoir de déclarer irrecevable certaines propositions, de dicter la procédure à suivre, sujet aux présents règlements, et d'expulser de l'assemblée toute personne qui n'a pas le droit d'y assister ainsi que tout membre qui y sème la perturbation ou ne se plie pas aux ordres du président.

Une déclaration par le président de toute assemblée qu'une résolution a été adoptée, ou adoptée à l'unanimité, ou adoptée par une majorité définie, ou rejetée, ou qu'elle n'a pas été adoptée par une majorité définie, constitue une preuve concluante de ce fait.

À défaut par le président de l'assemblée de s'acquitter fidèlement de sa tâche, les membres peuvent à tout moment le destituer et le remplacer par une autre personne choisie parmi les membres.

#### **77. Droit de vote**

À une assemblée des membres, les membres actifs en règle ont droit à une voix chacun. Le vote par procuration n'est pas permis.

#### **78. Décision à la majorité**

Sauf disposition contraire dans la Loi, toutes les questions soumises à une assemblée des membres sont tranchées par une majorité simple des voix validement données.

#### **79. Voix prépondérante**

En cas de partage des voix, le président de l'assemblée n'a pas de voix prépondérante.

#### **80. Vote à main levée**

À moins qu'un vote au scrutin secret soit demandé, le vote est pris à main levée. Dans ce cas, les membres votent en levant la main et le nombre de voix se calcule d'après le nombre de mains levées. La déclaration par le président de l'assemblée qu'une résolution a été adoptée et une entrée faite en ce sens dans le procès-verbal de l'assemblée constitue, à première vue, la preuve de ce fait, sans qu'il soit nécessaire de prouver la quantité ou la proportion des voix enregistrées en faveur de cette résolution ou contre elle.

#### **81. Vote au scrutin secret**

Si le président de l'assemblée ou au moins dix pour cent (10 %) des membres actifs présents le demandent, le vote est pris au scrutin secret. Le vote au scrutin secret peut être demandé avant ou après un vote à main levée. Chaque membre remet aux scrutateurs un bulletin de vote sur lequel il inscrit le sens dans lequel il exerce sa voix.

#### **82. Scrutateurs**

Le président de toute assemblée des membres peut nommer une ou plusieurs personnes (qui ne doivent pas nécessairement être des membres de la corporation) pour agir comme scrutateurs à cette assemblée. Leurs fonctions consistent à distribuer et recueillir les bulletins de vote, à compiler le résultat du vote et à le communiquer au président de l'assemblée.

## **L. CERTIFICATS OU CARTES DE MEMBRES**

### **83. Certificats de membres**

Le conseil d'administration peut adopter et émettre des certificats ou des cartes de membres. La forme et la teneur des cartes ou certificats de membres doivent être approuvées par le conseil d'administration. Les cartes ou certificats de membres doivent porter la signature du président ou d'un vice-président ou celle du secrétaire ou de tout autre administrateur ou dirigeant autorisé par le conseil d'administration. Toute signature peut être gravée, lithographiée ou autrement reproduite mécaniquement.

## **M. EXERCICE FINANCIER ET ÉTATS FINANCIERS**

### **84. Exercice financier**

L'exercice financier de la corporation se terminera à toute date fixée par résolution du conseil d'administration.

### **85. États financiers vérifiés**

Les membres doivent par résolution adoptée à la majorité d'entre eux, nommer un ou des vérificateurs des comptes de la corporation. Le vérificateur est nommé lors de leur assemblée annuelle. Sa rémunération est fixée par le conseil d'administration.

Aucun administrateur ou dirigeant de la corporation ou toute personne qui est son associée ne peut être nommé vérificateur.

Si vérificateur décède, démissionne, cesse d'être qualifié ou devient incapable de remplir ses fonctions avant l'expiration de son mandat, le conseil d'administration peut combler la vacance et lui nommer un remplaçant qui sera en fonction jusqu'à l'expiration de son mandat.

## **N. AVIS**

### **86. Signatures des avis**

La signature sur les avis de tout administrateur ou dirigeant de la corporation peut être écrite, étampée, dactylographiée ou imprimée au complet ou en partie.

## **87. Calcul des délais**

Lorsqu'un avis qui prévoit un nombre fixe de jours ou une période quelconque doit être donné en vertu d'une disposition de l'acte constitutif ou des règlements de la corporation, le jour de la signification ou de la mise à la poste de l'avis doit, à moins d'indication contraire, être compté dans le nombre de jours ou dans la période.

## **O. CONTRATS ET EFFETS DE COMMERCE**

### **88. Contrats**

Tous les actes, contrats, ou autres documents qui requièrent la signature de la corporation devront être signés par le président ou l'un des vice-présidents et tout contrat, document ou acte écrit ainsi signé lie la corporation sans plus de formalité ou d'autorisation. Le conseil d'administration peut en tout temps, par résolution, autoriser d'autres personnes à signer au nom de la corporation. Cette autorisation peut être générale ou se limiter à un cas particulier.

### **89. Emploi de la dénomination sociale**

La dénomination sociale de la corporation doit être lisiblement indiquée sur tous ses effets de commerce, contrats, factures et commandes de marchandises ou de services.

Le conseil d'administration peut, par résolution, décider d'identifier la corporation sous un nom autre que sa dénomination sociale. Le conseil d'administration doit alors déposer une déclaration auprès du Registraire des entreprises.

### **90. Chèques et effets de commerce**

Tous les chèques, lettres de change et autres effets, billets ou titres de créances, émis, acceptés ou endossés au nom de la corporation devront être signés par le ou les administrateurs, dirigeants ou représentants de la corporation que le conseil d'administration désignera par résolution et de la manière déterminée par le conseil d'administration.

### **91. Dépôts**

Les fonds de la corporation devront être déposés au crédit de la corporation auprès de la ou des institutions financières que le conseil d'administration désignera par résolution.

## **P. AUTRES DISPOSITIONS**

### **92. Déclarations au registre**

Les déclarations qui doivent être produites au Registraire des entreprises selon la *Loi sur la publicité légale des entreprises* sont signées par le président, tout administrateur de la corporation, ou toute autre personne autorisée à cette fin.

### **93. Employés**

Le conseil d'administration peut nommer les mandataires et les employés qu'il juge nécessaires, déterminer leurs fonctions et fixer leur rémunération. Ces personnes sont sous le contrôle du conseil d'administration, mais ce contrôle peut être délégué à un administrateur, à un dirigeant ou à un directeur général ou gérant.

### **94. Saisies-arrêts**

Le président, un vice-président, le secrétaire ou le trésorier est autorisé à répondre pour la corporation à tous les brefs de saisie avant ou après jugement et aux interrogatoires sur les faits se rapportant au litige qui peuvent être signifiés à la corporation, à signer l'affidavit nécessaire aux procédures faites par ou contre la corporation, à poursuivre ou à faire une requête de faillite contre tout débiteur de la corporation, à assister et à voter aux assemblées des créanciers et à y accorder des procurations relatives.

### **95. Conflit avec l'acte constitutif**

En cas de conflit entre les dispositions de l'un des règlements et ceux de l'acte constitutif, ces derniers l'emportent.

### **96. Modifications**

Le conseil d'administration a le pouvoir d'abroger ou de modifier tout règlement, mais cette abrogation ou modification ne sera en vigueur, à moins que dans l'intervalle elle soit ratifiée par une assemblée générale extraordinaire des membres convoquée à cette fin, que jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle des membres. Si cette abrogation ou modification n'est pas ratifiée à la majorité simple des voix des membres lors de cette assemblée annuelle, elle cessera, mais de ce jour seulement, d'être en vigueur.

---

Créés en 1982;

Révisés le 7 décembre 1999;

Mis à jour en septembre 2018 et adoptés à l'unanimité par le Conseil d'administration du Musée des beaux-arts de Sherbrooke le 25 septembre 2018.